

Nouvelles locales des mardi 24 et mercredi 25 juin 2014

@rib News, 25/06/2014 Mercredi 25 juin 2014 **Justice - La société civile burundaise continue de faire un plaidoyer pour que le gouvernement du Burundi fasse un aveu concernant les militaires burundais qui se trouveraient sur le sol congolais.** Selon le président du FOCODE, une lumière devrait être apportée à ces informations qui sont considérées par le pouvoir comme des rumeurs alors que la radio Okapi en RD Congo ne cesse de rapporter des confrontations entre les militaires burundais et les groupes armés opérant dans l'Est du Congo dont les FNL. Pacifique Nininahazwe rappelle qu'au temps du président Pierre Buyoya, des militaires burundais ont été envoyés en RD Congo mais aucune lumière n'est donnée quant au motif de leur présence dans le pays de Mobutu.

Il constate donc qu'au lieu de nier par toutes ses énergies, le gouvernement devrait plutôt avouer cette présence et expliquer à la communauté tant nationale qu'internationale les raisons de la présence de ses militaires sur le territoire congolais. Il a profité de cette occasion pour interpellé les élus de ce pays quant à la manière de présentation des bilans dans différents secteurs du pays. Selon lui, c'est le président de la République ou, à défaut de lui, les deux présidents qui donnent le bilan des réalisations et non les porte-parole des institutions comme ces derniers le font souvent.

[rpa/rtr] - Les habitants de la colline Nkiba de la commune Ruhororo dans la province Ngozi se lamentent du fait que les jeunes Imbonerakure de cette colline les malmènent tous les jours. Ils affirment qu'ils sont battus et que ces jeunes vont même jusqu'à se mêler de leurs conflits fonciers dans le voisinage. Le chef de cette colline assure qu'il a transmis le rapport sur cette situation à ses autorités hiérarchiquement supérieures. De son côté, l'administrateur communal de Ruhororo affirme qu'il a été informé de ces cas. Mais clairement Baryakaziri assure que c'est la police qui devra intervenir pour mettre fin à ces activités. [rpa] **Justice - Comparation à la Cour suprême du Burundi des présumés assassins d'Ernest Manirumva ce mercredi matin.** L'audience n'est pas eu lieu parce que ces accusés n'avaient pas encore été signifiés du premier jugement rendu par la cour d'appel. L'affaire a été jugée le 24 septembre 2014. La défense estime qu'il y a un manque de volonté de la part de la Cour de chercher la vérité sur ce qui s'est passé et trouve incompréhensible que son client Hilaire Ndayizamba n'ait pas encore été signifié du jugement rendu. Mais Prosper Niyoyankana trouve que c'est cette même cause qui a été évoquée la dernière fois qu'ils ont comparu.

Il est pessimiste que même à cette date à laquelle l'affaire est remise, les choses ne seront pas encore normalisées. Il trouve ainsi qu'il y a des ordres en dehors de la justice que les juges essaient de respecter pour que seuls les collaborateurs dans l'assassinat de Manirumva ou tout simplement les innocents soient jugés alors que les vrais auteurs et commanditaires de ce meurtre ne s'inquiètent pas du tout. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] **Politique - Une commission de conciliation entre les Badasigana du parti Uprona qui avait été mise en place à cette fin vient de publier un communiqué dans lequel elle demande à Concilie Nibigira de convoquer une réunion du comité central de 2009 pour mettre en terme aux chicaneries dans ce parti de Rwagasore. Composée de 4 personnes dont l'Archevêque catholique de Bujumbura Monseigneur Evariste Ngoyagoye et Monseigneur Bernard Ntahoturi de l'Eglise Anglicane et deux autres personnes, cette commission affirme qu'elle a rencontré ceux qui sont concernés par les problèmes à l'Uprona mais n'a pu reconnaître qu'il y en a qui ont refusé de les rencontrer. Elle trouve en effet que comme le ministre de l'Intérieur n'a pas reconnu que c'est le comité élu en 2009 qui est compétent pour s'occuper des problèmes à l'Uprona, Concilie Nibigira devrait convoquer ce comité avant la fin de ce mois de juin pour vider toutes les questions au sein de ce parti. La commission termine en affirmant que si tel n'est pas le cas, les comités provinciaux ont le droit de prendre d'autres dispositions allant dans le sens de résolution de la crise.** [rpa/bonesha/isanganiro]

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Le comité central de l'Uprona élu en 2009 annonce qu'il va tenir une réunion extraordinaire dimanche le 29 juin 2014 pour débattre de la situation au sein de ce parti. Lors d'une conférence de presse animée ce mercredi, le président de ce comité fait savoir que cette réunion, sous tous les aspects, est conforme à la loi. Le député Charles Nditije fait savoir que même la loi sur les réunions et les manifestations sur la voie publique ne peut pas empêcher la tenue de cette réunion puisqu'elle reconnaît que les organes statutaires des partis politiques ne sont pas concernés par la demande d'autorisation. Il affirme donc qu'il est confiant que les autorités de ce pays ne vont pas empêcher la tenue de cette réunion et si tel est le cas, ils vont continuer la lutte politique ou saisir la justice. Ici, il faut souligner en passant que le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'il va convoquer une quelconque réunion qui serait tenue par ce comité est d'ores et déjà illégale. Quant à l'Uprona reconnue par le ministre de l'Intérieur, elle assure qu'elle n'est pas au courant de cette réunion.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Le gouverneur de la province de Gitega a tenu une réunion ce mardi soir avec les administratifs à la base dans cette province, la société civile, les journalistes, les partis politiques et les confessions religieuses oeuvrant dans cette même province. L'objectif de cette réunion était de voir ensemble l'évolution de la situation politique entre les différents acteurs concernés. Sylvestre Sindayihebura a tenu à préciser que les journalistes diffusent seulement des informations d'ordre politique et sécuritaire de nature à décourager la population. Il a demandé que les journalistes traitent aussi des informations en rapport avec le volet social comme la construction des écoles tant primaires que secondaires et des centres de santé. De même, les organisations de la société civile mènent des actions qui ne sont pas coordonnées et non clairement définies et cela est de nature à désorienter la population. Les journalistes présents ont quant à eux décrié le fait que certaines autorités administratives ne leur donnent pas des informations alors qu'ils procèdent à des investigations. Les représentants des partis politiques de l'opposition ont quant à eux dénoncé le fait que certains administratifs à la base ne leur facilitent pas le travail quand ils veulent tenir des réunions. Ils ont aussi décrié le comportement des Imbonerakure qui les empêchent de tenir des réunions pourtant annoncées au préalable des autorités administratives. Ils ont enfin demandé que tous les partis politiques fassent une éducation patriotique en faveur de leurs jeunes et que tous soient traités au même pied d'égalité.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - La PARCEM annonce le fait que les impôts sont payés par près de 3000 personnes seulement sur un total de plus de 7 millions de personnes qui composent la population burundaise. Elle annonce également un probable plan de revoir à la hausse les prix des produits de la BRARUDI que les autorités seraient en train d'étudier.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Le gouverneur de la province de Gitega a tenu une réunion ce mardi soir avec les administratifs à la base dans cette province, la société civile, les journalistes, les partis politiques et les confessions religieuses oeuvrant dans cette même province. L'objectif de cette réunion était de voir ensemble l'évolution de la situation politique entre les différents acteurs concernés. Sylvestre Sindayihebura a tenu à préciser que les journalistes diffusent seulement des informations d'ordre politique et sécuritaire de nature à décourager la population. Il a demandé que les journalistes traitent aussi des informations en rapport avec le volet social comme la construction des écoles tant primaires que secondaires et des centres de santé. De même, les organisations de la société civile mènent des actions qui ne sont pas coordonnées et non clairement définies et cela est de nature à désorienter la population. Les journalistes présents ont quant à eux décrié le fait que certaines autorités administratives ne leur donnent pas des informations alors qu'ils procèdent à des investigations. Les représentants des partis politiques de l'opposition ont quant à eux dénoncé le fait que certains administratifs à la base ne leur facilitent pas le travail quand ils veulent tenir des réunions. Ils ont aussi décrié le comportement des Imbonerakure qui les empêchent de tenir des réunions pourtant annoncées au préalable des autorités administratives. Ils ont enfin demandé que tous les partis politiques fassent une éducation patriotique en faveur de leurs jeunes et que tous soient traités au même pied d'égalité.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - La PARCEM annonce le fait que les impôts sont payés par près de 3000 personnes seulement sur un total de plus de 7 millions de personnes qui composent la population burundaise. Elle annonce également un probable plan de revoir à la hausse les prix des produits de la BRARUDI que les autorités seraient en train d'étudier.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Le gouverneur de la province de Gitega a tenu une réunion ce mardi soir avec les administratifs à la base dans cette province, la société civile, les journalistes, les partis politiques et les confessions religieuses oeuvrant dans cette même province. L'objectif de cette réunion était de voir ensemble l'évolution de la situation politique entre les différents acteurs concernés. Sylvestre Sindayihebura a tenu à préciser que les journalistes diffusent seulement des informations d'ordre politique et sécuritaire de nature à décourager la population. Il a demandé que les journalistes traitent aussi des informations en rapport avec le volet social comme la construction des écoles tant primaires que secondaires et des centres de santé. De même, les organisations de la société civile mènent des actions qui ne sont pas coordonnées et non clairement définies et cela est de nature à désorienter la population. Les journalistes présents ont quant à eux décrié le fait que certaines autorités administratives ne leur donnent pas des informations alors qu'ils procèdent à des investigations. Les représentants des partis politiques de l'opposition ont quant à eux dénoncé le fait que certains administratifs à la base ne leur facilitent pas le travail quand ils veulent tenir des réunions. Ils ont aussi décrié le comportement des Imbonerakure qui les empêchent de tenir des réunions pourtant annoncées au préalable des autorités administratives. Ils ont enfin demandé que tous les partis politiques fassent une éducation patriotique en faveur de leurs jeunes et que tous soient traités au même pied d'égalité.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - La PARCEM annonce le fait que les impôts sont payés par près de 3000 personnes seulement sur un total de plus de 7 millions de personnes qui composent la population burundaise. Elle annonce également un probable plan de revoir à la hausse les prix des produits de la BRARUDI que les autorités seraient en train d'étudier.

en train de planifier. Le président de cette ONG locale trouve aussi que les exonérations sont accordées d'une manière anarchique et cela cause une perte de plus de 38 milliards jusqu'au mois de mai alors qu'elles avaient été chiffrées à 10 milliards seulement dans le budget de 2014. Faustin Ndikumana annonce par exemple les avantages d'exemption de paiement d'impôts accordés à la société Viettel pour une période de 20 ans. Il trouve que cela est inacceptable dans un monde de concurrence. Il estime que les sociétés comme la BRARUDI et les sociétés de télécommunication devraient être traitées favorablement en regard des impôts qu'elles paient. Il demande ainsi au gouvernement d'être transparent afin de ne pas favoriser une concurrence déloyale entre les différentes sociétés opérant dans un même secteur d'activités. [rpa/bonesha/isanganiro] Mardi 24 juin 2014 | Justice - Le porte-parole du gouvernement burundais fait savoir que les autorités administratives du pays ne vont jamais accorder la permission à qui que ce soit qui voudra faire des manifestations pacifiques si ce qu'ils déclament est en train d'être étudié par la justice. Selon Philippe Nzobu, s'agirait-il d'une volonté de vouloir orienter la décision de la justice alors que cette dernière doit être indépendante, affirmé cela lors d'une séance de réponse aux questions de la population que les porte-paroles des différentes institutions du Burundi ont animé ce mardi dans la province de Kirundo sur toutes les radios stations émettant depuis Bujumbura. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Les organisations de la société civile unies dans le groupe de réflexion sur la justice transitionnelle au Burundi viennent d'adresser une correspondance au président de l'Assemblée nationale pour lui demander que tous les groupes parlementaires soient représentés dans la séance de vote des 33 premières personnes parmi lesquelles les députés vont élire les 11 commissaires de la CVR. Selon ces organisations, il faut aussi que la liste de ces 33 personnes pré-sélectionnées soit publiée pour que le public en soit informé afin que chacun puisse se prononcer à ce sujet. Vital Nshimirimana estime que même si la loi régissant la CVR a été créée depuis le début si les commissaires sont bien choisis et s'ils sont des personnes intègres avec des mains propres, cela ne va pas empêcher que le travail qu'ils accompliront puisse être louable. Il demande ainsi une sagesse exceptionnelle dans la désignation de ces commissaires. Il a aussi annoncé que ces associations se sont rassemblées et pourront eux aussi envoyer leurs candidatures même s'ils avaient annoncé qu'ils ne le feraient pas. La copie de cette correspondance adressée au président de la chambre basse du parlement a été envoyée au président de la République du Burundi. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro] | Politique - Les 9/10 des membres du comité exécutif du parti Uprona dans la province de Gitega ont adressé une correspondance au gouverneur de cette même province pour lui annoncer que le nommé Nduwingoma Gardard que Madame Concilie Nibigira a nommé à la tête de ce parti dans cette province ne peut pas occuper ces fonctions. Selon cette correspondance, ils l'accusent de ne pas habiter cette province et que ce poste occupe celui qui est élu et non nommé comme le veulent les statuts de ce parti. Ils affirment qu'ils ont été surpris d'entendre cette nomination et affirment qu'ils veulent faire un clin d'œil au gouverneur de Gitega pour qu'il ne se prononce dans ce piège tendu par Concilie Nibigira. Mais le contenu de cette correspondance n'a pas été considéré par le gouverneur qui affirme qu'il est prêt à faire respecter les instances du parti Uprona reconnues par le ministre de l'Intérieur. [rpa/bonesha/isanganiro] | Santé - Lors d'une séance de réponse aux questions de la population, les porte-paroles des différentes institutions du Burundi ont animé ce mardi dans la province de Kirundo, le porte-parole du président de la République a affirmé que le gouvernement burundais n'a pas envoyé des militaires en RD Congo comme une certaine opinion le pense. Selon Léonidas Hatungimana, le Burundi n'a pas été retenu pour envoyer des militaires dans l'Est du Congo dans le cadre de la MONUSCO. De même, il précise qu'il n'y a pas d'observateurs burundais au Congo encore moins qu'il n'y a pas de militaires burundais au Congo dans le cadre de la coopération bilatérale dans les opérations conjointes de maintien de la paix. Il affirme donc qu'il ne connaît pas les motifs de ceux qui affirment que le Burundi a envoyé des militaires au Congo. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - Une grenade a été lancée sur la colline Gatera de la commune Muruta de la province Kayanza la nuit de ce lundi à mardi dans une maison où vivait une vieille femme de plus de 75 ans. Selon des sources sur place, Thérèse Nyabenda a été attaquée par des inconnus qui ont lancé cette grenade dans sa maison alors qu'elle dormait paisiblement vers 20h du soir et elle est morte sur le champ. Les mêmes sources ajoutent que les conflits fonciers seraient à l'origine de cette attaque et que cette dernière viserait surtout la fille de cette vieille femme. La police indique qu'elle a commencé des enquêtes à ce sujet. [rpa/rtnb] | Droit de l'Homme - Les organisations de la société civile unies au sein du FORSC ont porté plainte au président de la cour administrative contre la décision du maire de la ville de Bujumbura validée par le ministre de l'Intérieur visant à empêcher ce forum à faire une marche manifestation pacifique afin de demander des enquêtes indépendantes sur des probables distributions des armes aux Imbonerakure dans le pays et des entraînements para militaires en RD Congo. Selon le secrétaire général du FOCODE s'exprimant au nom de ces organisations, les décisions du maire et du ministre de l'Intérieur sont illégales en ce qu'elles sont contraires à la constitution et aux principes internationalement reconnus comme étant des principes de base de la liberté d'expression. Janvier Bigirimana espère que la justice va lire le droit et leur donner gain de cause même s'ils admettent que les choses ne sont pas aussi rapides qu'ils l'espèrent. [rpa/bonesha/isanganiro] | Santé - Alors que les autorités administratives de la commune de Gitega dans la province de Bubanza avaient déclaré que l'épidémie de choléra qui sévissait dans cette commune dans les jours passés était en train de disparaître grâce aux mesures prises dans le sens de son éradication, la nuit de ce mardi n'a pas été facile pour les habitants de la colline Buringa de la même commune. En effet, 3 personnes ont été atteintes de cette maladie et ont été hospitalisées. Selon la population de cette localité, le parc est encore long pour voir cette maladie disparaître puisque les mesures d'hygiène prises ne sont pas du tout respectées par la population. L'administrateur communal de Gihanga quant à lui met en garde ceux qui font le commerce des aliments cuits qui le font en violation des règles d'hygiène qui ont été arrêtées. [rtnb/isanganiro]